

Arrêté N° 2025 02219 VDM

SDI 24/0742 ARRÊTÉ DE MAINLEVÉE DE MISE EN SÉCURITÉ URGENTE N°2024_03280_VDM
- 127 CHEMIN DES BOURRELY - 13015 MARSEILLE

Nous, Maire de Marseille,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L2131-1, L2212-2, L2212-4 et L2215-1,

Vu les articles L511.1 et suivants ainsi que les articles L521.1 à L521.4 du Code de la construction et de l'habitation,

Vu les articles R511.1 et suivants du Code de la construction et de l'habitation,

Vu l'arrêté n° 2023_01497_VDM du 23 mai 2023 portant délégation de fonctions à Monsieur Patrick AMICO, adjoint en charge de la politique du logement et de la lutte contre l'habitat indigne,

Vu l'arrêté de mise en sécurité – procédure urgente n° 2024_03280_VDM, signé en date du 21 septembre 2024, qui interdit pour raison de sécurité l'occupation des appartements du rez de chaussée, de l'accès côté rue du laboratoire d'analyse, et du garage côté rue sous la terrasse de l'immeuble sis 127 chemin des Bourrely - 13015 MARSEILLE 15EME,

Vu l'attestation établie le 12 juin 2025, par l'entreprise spécialisée [REDACTED]
[REDACTED] représentée par [REDACTED]
[REDACTED]

Vu le rapport de visite dûment établi par les services de la Ville de Marseille en date du 11 juin 2025, constatant la réalisation des travaux mettant fin durablement au danger dans l'immeuble sis 127 chemin des Bourrely - 13015 MARSEILLE 15EME,

Considérant l'immeuble sis 127 chemin des Bourrely - 13015 MARSEILLE 15EME, parcelle cadastrée section 903B, numéro 0055, quartier Notre-Dame Limite, pour une contenance cadastrale de 37 ares et 8 centiares,

Considérant que le propriétaire de l'immeuble est [REDACTED] domicilié 127 chemin des Bourrely - 13015 MARSEILLE,

Considérant qu'il ressort de l'attestation de l'entreprise [REDACTED] que les travaux de réparation pérenne ont bien été réalisés dans l'immeuble sis 127 chemin des Bourrely - 13015 MARSEILLE 15EME,

Considérant que la visite des services municipaux, en date du 23 mai 2025, a permis de constater la réalisation effective des travaux mettant fin à tout danger,

ARRÊTONS

Article 1

Il est pris acte de la réalisation des travaux de réparation pérenne, attestée le 12 juin 2025 par l'entreprise [REDACTED] dans l'immeuble sis 127 chemin des Bourrely - 13015 MARSEILLE 15EME, parcelle cadastrée section 903B, numéro 0055, quartier Notre-Dame Limite, pour une contenance cadastrale de 37 ares et 8 centiares, appartenant, selon nos informations à ce jour, en toute propriété, à [REDACTED], domicilié 127 chemin des Bourrely - 13015 MARSEILLE ou à ses ayants droit.

La mainlevée de l'arrêté de mise en sécurité – procédure urgente n° 2024_03280_VDM, signé en date du 21 septembre 2024, est prononcée et met fin à l'ensemble des actes liés à ladite procédure.

Article 2

L'accès aux logements du rez-de-chaussée, au laboratoire d'analyses médicales et au garage situé côté rue sous la terrasse de l'immeuble sis 127 chemin des Bourrely - 13015 MARSEILLE 15EME, est de nouveau autorisé.

Les fluides de cet immeuble autorisé peuvent être rétablis.

Article 3

À compter de la notification du présent arrêté, l'immeuble peut à nouveau être utilisé. Les loyers ou indemnités d'occupation seront à nouveau dus à compter du premier jour du mois qui suivra la notification ou l'affichage du présent arrêté.

Il est rappelé qu'**avant toute nouvelle occupation, remise à disposition ou remise en location** des locaux d'habitation, il devra être procédé à la réalisation préalable des travaux d'habitabilité rendus nécessaires, conformément à la réglementation en vigueur.

Article 4

Le présent arrêté sera notifié sous pli contre signature ou par tout autre moyen conférant date certaine à la réception, au propriétaire de l'immeuble tel que mentionné dans l'article 1 du présent arrêté.

Article 5

Le présent arrêté sera affiché en mairie de secteur et sur la porte de l'immeuble.

Article 6

Le présent arrêté sera transmis au Préfet du Département des Bouches-du Rhône, à la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence, à la Direction de la Voirie, au Bataillon de Marins Pompiers, aux organismes payeurs des aides personnelles au logement, et au gestionnaire du fonds de solidarité pour le logement du lieu de situation de l'immeuble.

Article 7

Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 8

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification d'un recours gracieux devant le Maire.

Le présent arrêté peut faire l'objet de recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou dans un délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé au préalable.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site **www.telerecours.fr**.

Patrick AMICO

Monsieur l'Adjoint en charge de la
politique du logement et de la lutte contre
l'habitat indigne

Signé le :

Signé électroniquement par : Patrick AMICO

Date de signature : 21/06/2025

Qualité : Patrick AMICO

